

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-tourniquet-responsable-de-la-crise-des-Etats-Unis>

Big bank takeover

Le « tourniquet » responsable de la crise des États-Unis

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : dimanche 7 août 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le parcours de la crise économique des États-Unis et de l'Eurozone provoque une certaine incrédulité depuis le regard de l'expérience argentine pour être passé par un processus similaire.

La faiblesse du leadership politique ne tire pas son origine simplement des déficiences dans la gestion, dans l'ingénuité ou la négation des responsables de la gestion. Ils sont subordonnés aux intérêts des groupes financiers, ça ressemble à ici quand les gouvernements acquéraient les yeux fermés des plans économiques confiant le Ministère de l'Économie au Groupe *Bunge&Born*, à Domingo Cavallo avec la *Fondation Méditerranéenne*, à Roque Fernández avec le *CEMA* ou à Ricardo López Murphy avec *FIEL*. Le résultat fut la pire crise de l'histoire économique argentine. Ces économistes avec leurs équipes respectives étaient conseillers du secteur privé, et après être passés par la fonction publique, ils sont retournés vers leurs postes d'origine ou ils sont allés grossir les cabinets d'organisations internationales. Ce trajet est connu sous le nom de « portes tournantes » de représentants des intérêts du pouvoir économique, dont il ne faudrait pas attendre autre chose que des mesures au profit de leur groupe d'appartenance. Aux États-Unis ce lien étroit de fonctionnaires s'exhibe avec une plus grande transparence dans des secteurs clés de l'économie avec le système financier. C'est pourquoi c'est une ironie que ce soient les mêmes qui aient provoqué la crise ceux qui se présentent maintenant comme les porteurs de la solution pour la résoudre.

La dérégulation du système financier des États-Unis a été instrumentalisée par les fonctionnaires qui ont préalablement travaillé dans des institutions bancaires, et maintenant ils sont les responsables pour administrer la crise précipitée par leur propre dérégulation. Larry Summer, secrétaire du Trésor de l'administration Clinton, a occupé la présidence du Conseil national Économique d'Obama. Il a été le promoteur de cette dérégulation qui a inclus l'élimination de la séparation entre les banques commerciales et les banques d'affaires. Cette mesure avait été établie en 1932 par la « Loi Glass-Steagall Act », comme conséquence du *krach* de 1929, et elle a été supprimée grâce à la « Loi Gramm-Leach-Bliley » de 1999. Dans le tableau plus bas on observe que ce réseau de « tourniquets » a une continuité dans des gouvernements démocrates et républicains.

George W. Bush a eu pour un secrétaire du Trésor Henry Paulson, qui a travaillé chez *Goldman Sachs* dès 1974, et il était son directeur quand il est rentré au gouvernement. Dans un document éclairant de l'économiste Julio Sebares publié dans la revue **Realidad Económica** (N° 260), on explique que deux ans, avant de devenir fonctionnaire Paulson dirigeait un groupe de banques d'investissement qu'il a fait pression pour la réduction des obligations de capitaux propres à ces organismes. « L'influence des finances sur les régulations financières a été canalisée à travers des hommes du secteur qui ont participé ou participent aux gouvernements », remarque Sebares dans « Le pouvoir financier dans la dérégulation et la libéralisation des finances ».

Les institutions financières ont eu un rôle central dans la promotion de la dérégulation du système avec leurs dirigeants devenus des fonctionnaires, pour ensuite aussitôt exercer un impressionnant lobby pour obtenir le sauvetage de la crise qu'ils ont eux mêmes provoquée. Après la chute de la banque d'affaires *Bear Sterns*, les six plus grands organismes des États-Unis (*Goldman Sachs*, *Bank of America*, *JP Morgan-Chase*, *Citigroup*, *Morgan Stanley* y *Wells Fargo*) ont exercé un actif travail de lobby pour influencer le Congrès et le gouvernement. Sebares révèle que ce groupe a engagé plus de 240 ex-fonctionnaires des gouvernements comme *lobbyistes* [1] et ils ont dépensé des centaines de millions de dollars pour cette mission. Plusieurs d'entre eux « ont été les architectes du régime bancaire qui a mené à la crise, quand ils étaient employés au Congrès ou dans les postes du gouvernement fédéral », affirme Sebares sur la base de l'enquête de Kevin Connor « [Big bank takeover. How too-big-to-fail's army of lobbyists il y as captured un Washington](#) », publiée par l'[Institute for America's Future](#). Le résultat qu'offre ce document est impressionnant : sur l'ensemble des *lobbyistes* des six grandes banques et leurs associations,

243 ont travaillé au gouvernement fédéral, 202 au Congrès et le reste à la Maison Blanche, au Trésor ou dans les organismes gouvernementaux d'importance.

Sevares explique que, selon l'enquête d'une organisation de défense et éducation du consommateur des États-Unis, durant la dernière décennie les organisations financières ont investi 5.100 millions de dollars pour acheter de l'influence politique. Sur ce montant, 1.700 millions ont été des « contributions de campagne » aux congressistes et aux candidats présidentiels, et le reste comme pour payer les *lobbyistes* du secteur financier au Congrès et dans d'autres instances de l'État. « Les congressistes qui ont appuyé les mesures favorables au système financier ont reçu beaucoup plus d'argent que ceux qui ne les ont pas appuyées », révèle Sevares. Sous ces normes institutionnelles, cette pratique ne s'appelle pas corruption seulement parce qu'est légalisé ce trafic d'influences et d'argent.

Il ne s'agit déjà plus seulement de que l'application de théories économiques incorrectes conduit à des politiques incorrectes, comme cela a été démontré par le néolibéralisme dans les années 90 en Amérique Latine et maintenant aux États-Unis et en Europe. De plus, ces politiques ont promu les crises et ont exacerbé leur profondeur et durée. Le résultat ce n'est pas un « accident », comme soutient le monde des finances et ses défenseurs, mais il s'explique parce que les protagonistes principaux de l'actuelle phase du capitalisme dominé par les finances globales essaient de préserver et d'agrandir leur pouvoir sans que lui importer les coûts que cela implique. Pour ce travail ils comptent avec la capacité plus que nécessaire d'influence sur les secteurs sensibles des gouvernements qui leur permettent de maintenir leurs privilèges, sans être dérangé qu'en même temps s'écroule peu ou beaucoup de la structure sociale de ces pays qui maintiennent encore l'excellence de puissances mondiales.

Une distribution stable

Ex ejecutivos de Goldman Sachs en cargos de distintos gobiernos

'90 Clinton	'00 Bush	'00 Obama
Robert Rubin (Sec. del Tesoro)	Henry Paulson (Sec. del Tesoro)	Tim Geithner (Sec. del Tesoro)
Larry Summers (Sec. del Tesoro)	Ken Wilson (Asesor del Sec. del Tesoro)	Mark Petterson (Jefe staff Tesoro)
Gary Gensler (Asistente del Sec. del Tesoro)	Tim Geithner (Fed NY)	Larry Summers (Asesor de Obama)
	Robert Zoellick (Banco Mundial)	Bill Dudley (Fed NY)
		Gary Gensler (CFTC)

Fuente: Alejandro Vanoli, CNV.

[Página 12](#). Buenos Aires, 7 de agosto de 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[1] En France [Assemblée nationale Liste des représentants d'intérêts](#)